



SOMMAIRE

nt 38 de l'ordre du jour:	
révisions budgétaires pour l'exercice financier 1956 (suite)	237
idences financières du projet de résolution proposé par la Deuxième Commission au sujet du point 24, a, de l'ordre du jour.....	242

Président: M. Hans ENGÉN (Norvège).

POINT 38 DE L'ORDRE DU JOUR

révisions budgétaires pour l'exercice financier 1956 (A/2904 et Add.1, A/2921, A/C.5/629) (suite)

Examen en première lecture (suite)

CHAPITRE 26. — ADMINISTRATION DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE (suite); CHAPITRE 27. — DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE (suite); CHAPITRE 28. — ACTIVITÉS SOCIALES (suite); CHAPITRE 29. — ADMINISTRATION PUBLIQUE (suite)

Le PRÉSIDENT invite les membres de la Commission à poursuivre l'examen de ces chapitres et à se concentrer sur les recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires nées au paragraphe 194 de son premier rapport (1921).

À l'unanimité, la recommandation du Comité consultatif tendant à ouvrir un crédit de 386.700 dollars au chapitre 26 est approuvée en première lecture.

À l'unanimité, la recommandation du Comité consultatif tendant à ouvrir un crédit de 479.400 dollars au chapitre 27 est approuvée en première lecture.

À l'unanimité, la recommandation du Comité consultatif tendant à ouvrir un crédit de 768.500 dollars au chapitre 28 est approuvée en première lecture.

À l'unanimité, la recommandation du Comité consultatif tendant à ouvrir un crédit de 145.000 dollars au chapitre 29 est approuvée en première lecture.

M. CUTTS (Australie) rappelle qu'il a suggéré à la 24^{ème} séance que les chapitres 27, 28 et 29 soient réunis en un seul chapitre. Il souhaiterait que cette suggestion et les observations qu'elle a appelées de la part du représentant du Secrétaire général soient consignées dans le rapport de la Commission.

CHAPITRE 3. — LE CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL, SES COMMISSIONS ET COMITÉS

À l'unanimité, la recommandation du Comité consultatif tendant à ouvrir un crédit de 100.000 dollars au chapitre 3 (A/2921, par. 42) est approuvée en première lecture.

Pages

CHAPITRE 3A. — COMITÉ CENTRAL PERMANENT DE L'OPIMUM ET ORGANE DE CONTRÔLE DES STUPÉFIANTS

À l'unanimité, la recommandation du Comité consultatif tendant à ouvrir un crédit de 29.400 dollars au chapitre 3a (A/2921, par. 44) est approuvée en première lecture.

CHAPITRE 3B. — COMMISSIONS ÉCONOMIQUES RÉGIONALES

À l'unanimité, la recommandation du Comité consultatif tendant à ouvrir un crédit de 37.000 dollars au chapitre 3b (A/2921, par. 48) est approuvée en première lecture.

CHAPITRE 13. — PERSONNEL TEMPORAIRE ET CONSULTANTS

À l'unanimité, la recommandation du Comité consultatif tendant à ouvrir un crédit de 470.000 dollars au chapitre 13 (A/2921, par. 136) est approuvée en première lecture.

CHAPITRE 14. — FRAIS DE VOYAGE DU PERSONNEL

3. M. FRIIS (Danemark) s'associe au Comité consultatif à propos de l'avertissement contenu au paragraphe 140 de son rapport (A/2921) sur la tendance à autoriser des voyages relativement coûteux pour une représentation de pure forme de l'Organisation à certaines conférences.

À l'unanimité, la recommandation du Comité consultatif tendant à ouvrir un crédit de 1.150.000 dollars au chapitre 14 (A/2921, par. 142) est approuvée en première lecture.

PRÉVISIONS RÉVISÉES DUES AUX DÉCISIONS PRISES PAR LE CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL À SES DIX-NEUVIÈME ET VINGTIÈME SESSIONS (A/3066, A/C.5/628)

4. Le PRÉSIDENT attire l'attention des membres de la Commission sur le rapport du Secrétaire général (A/C.5/628) et sur celui du Comité consultatif (A/3066), relatifs aux incidences financières des décisions prises par le Conseil économique et social à ses dix-neuvième et vingtième sessions. Il propose d'étudier successivement les diverses recommandations du Comité consultatif à cet égard.

Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités

5. M. DE SEYNES (Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales) souligne que la somme de 2.400 dollars demandée par le Secrétaire général (A/C.5/628, par. 3) est uniquement destinée à couvrir les frais de voyage et l'indemnité de subsistance du rapporteur de la Sous-Commission, étant donné qu'il a été décidé que l'Organisation n'avait pas à prendre à sa charge la rémunération des rapporteurs spéciaux. Les études que la Sous-Commission est autorisée à entreprendre portent sur des sujets extrêmement déli-

cats tels que la discrimination dans les domaines politique et religieux, et le Secrétaire général, pour les raisons qu'il a déjà exposées, ne désire pas prendre la responsabilité de cette tâche. A sa prochaine session, la Sous-Commission décidera probablement de désigner un rapporteur spécial qui sera assisté de fonctionnaires du Secrétariat. Il est donc essentiel que la Cinquième Commission accepte la demande du Secrétaire général.

6. Le Comité consultatif précise sans doute dans son rapport (A/3066, par. 5) que si cette dépense se révélait par la suite indispensable, elle pourrait être autorisée selon la procédure en vigueur, mais M. de Seynes craint que cette procédure ne permette de donner satisfaction ni à la Sous-Commission, ni à la Commission des droits de l'homme. Il doute d'autre part que le Comité consultatif accepte de se réunir au début de 1956, à seule fin d'autoriser le Secrétaire général à engager cette dépense.

7. M. MERROW (Etats-Unis d'Amérique) approuve la recommandation du Comité consultatif et croit même qu'il aurait été possible de ramener à 200.000 dollars environ les crédits nécessaires à la mise en œuvre des décisions prises par le Conseil économique et social à ses dix-neuvième et vingtième sessions.

8. M. ZAROUBINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) appuie également la recommandation du Comité consultatif.

9. M. AGHNIDES (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires) expose que la recommandation du Comité consultatif est en premier lieu motivée par des considérations de principe. Lorsque l'Organisation des Nations Unies a été créée, on avait le choix entre deux solutions: soit confier les services du secrétariat à des fonctionnaires prêtés par les Etats Membres, soit constituer un véritable secrétariat international. C'est cette seconde solution qui a été retenue et le Comité consultatif est convaincu que, dans ces conditions, les fonctionnaires du Secrétariat possèdent toutes les qualités d'intégrité et d'impartialité requises pour entreprendre les études dont il est question.

10. Toutefois, si, en l'espèce, la Sous-Commission tient à ce que l'étude soit confiée à un rapporteur spécial, le Secrétaire général pourra s'adresser au Comité consultatif pour obtenir l'autorisation d'engager la dépense nécessaire, sans qu'il soit indispensable que le Comité consultatif se réunisse effectivement.

11. M. FRIIS (Danemark) partage la façon de voir du Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales. Il propose donc d'inclure dans le projet de résolution relatif aux dépenses imprévues et extraordinaires un paragraphe tendant à autoriser le Secrétaire général à engager, à concurrence de 2.400 dollars, les dépenses qui pourraient être nécessaires si cette étude est confiée à un rapporteur spécial.

Par 17 voix contre 6, avec 20 abstentions, cette proposition est rejetée.

12. Le PRESIDENT conclut que la Commission fait sienne la recommandation du Comité consultatif (A/3066, par. 5) selon laquelle il n'y a pas lieu de prévoir de crédit supplémentaire pour cette rubrique.

*Comité d'experts en matière de transport
des marchandises dangereuses*

13. M. DE SEYNES (Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales) note que de l'avis du Comité

consultatif (A/3066, par. 7) les services techniques nécessaires pourraient être assurés par un seul fonctionnaire dont les frais de voyage seraient imputés sur les crédits ouverts pour les congés dans les foyers; aussi le Comité consultatif recommande-t-il de réduire de 1.000 dollars le crédit de 7.000 dollars demandé par le Secrétaire général. Pour sa part, M. de Seynes ne pense pas que le Secrétariat d'un comité aussi technique puisse être assuré par moins de deux personnes. D'ailleurs, si un seul fonctionnaire est détaché de New-York, il sera impossible d'imputer ses frais de voyage sur les crédits ouverts pour les congés dans les foyers, étant donné que le seul fonctionnaire vraiment qualifié que l'on pourrait envoyer à Genève n'a pas droit en 1956 au congé dans les foyers. On a demandé à la Commission économique pour l'Europe s'il ne lui serait pas possible de prêter un fonctionnaire à ce comité d'experts, mais il n'est pas sûr que cette démarche aboutisse. C'est pourquoi le Secrétaire général prie la Commission d'accepter sa proposition.

14. M. AGHNIDES (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires) tient à rappeler que c'est le Secrétaire général qui a mentionné au paragraphe 5 de son rapport (A/C.5/628) que les frais de voyage d'un fonctionnaire seraient couverts par les crédits prévus au titre des congés dans les foyers.

15. M. DE SEYNES (Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales) précise que cette suggestion ne vaut que dans le cas où l'on enverrait à Genève deux fonctionnaires. Si l'on n'en détache qu'un seul, il faut envoyer le plus qualifié qui se trouve ne pas avoir droit au congé dans les foyers en 1956.

Par 30 voix contre 8, avec 3 abstentions, la recommandation du Comité consultatif tendant à ouvrir, à l'article II du chapitre 8, un crédit de 6.000 dollars est approuvée en première lecture.

*Vingt-deuxième session du Conseil économique
et social*

16. Le PRESIDENT signale que le Secrétaire général (A/C.5/628, par. 6) prévoit une dépense supplémentaire de 15.000 dollars se décomposant comme suit: 3.500 dollars pour les indemnités journalières du personnel du Siège (chap. 3) et 11.500 dollars pour le personnel temporaire qu'il faudra recruter à l'Office européen (chap. 18). Le Comité consultatif (A/3066, par. 9) recommande de réduire cette dépense de 5.000 dollars, à raison de 2.000 dollars pour les indemnités journalières du personnel du Siège et de 3.000 dollars pour le personnel temporaire à l'Office européen.

17. M. DE SEYNES (Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales) indique que le Secrétaire général, en établissant ces prévisions, a tenu compte de toutes les considérations mentionnées par le Comité consultatif dans son rapport. Il a toutefois abouti à des conclusions différentes.

18. M. AGHNIDES (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires) déclare que le Comité consultatif a recommandé cette réduction parce qu'il estime que tout le personnel prévu pour la session du Conseil ne sera pas nécessaire pendant la dernière semaine de la session, lorsque le Conseil aura terminé l'examen de la plupart des points de son ordre du jour. Il en est de même pour le personnel temporaire engagé pour la session.

Par 40 voix contre zéro, avec 3 abstentions, la recommandation du Comité consultatif tendant à ouvrir un crédit de 1.500 dollars au chapitre 3 et un crédit de 8.500 dollars au chapitre 18 est approuvée en première lecture.

Département des affaires économiques et sociales: études nécessaires aux travaux de la Commission du commerce international des produits de base

19. M. DE SEYNES (Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales) note que le Comité consultatif (A/3066, par. 11) recommande de ne pas ouvrir de crédit supplémentaire pour cette rubrique; le Comité consultatif fait valoir à cet effet que la Commission provisoire de coordination des ententes internationales relatives aux produits de base pourrait se charger d'une partie des études pour lesquelles le Secrétaire général demande des crédits. Mais la Commission provisoire est un organe qui ne dispose d'aucun personnel pour faire des travaux de ce genre; elle charge au contraire le Secrétariat d'effectuer les études dont elle a besoin. Il n'est donc pas possible de confier à cette commission une partie de la tâche dont il s'agit.

20. Le Secrétariat s'est efforcé de limiter les demandes de la Commission du commerce international des produits de base; mais il lui faudra effectuer les travaux qui découlent du programme de travail que cette commission a arrêté et que le Conseil économique et social a accepté. Le Département aurait donc besoin de deux statisticiens supplémentaires pour les études relatives aux stocks de produits de base, études qui constitueront un travail tout à fait nouveau; d'autre part, la Commission du commerce international des produits de base a demandé la publication périodique de certaines études, ce qui, en raison de leur nombre et de leur importance, entraînerait une augmentation considérable des travaux du Secrétariat et exigerait la création de nouveaux postes de la catégorie des services généraux.

21. M. AGHNIDES (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires) rappelle que le Comité consultatif a toujours dit qu'une augmentation du volume des travaux du Secrétariat ne devait pas entraîner automatiquement une augmentation des effectifs. Il estime donc qu'une répartition judicieuse du personnel devrait permettre aux services compétents du Département de se charger de la plus grande partie des nouveaux travaux sans avoir à engager d'agents supplémentaires.

22. Le PRÉSIDENT constate que la recommandation du Comité consultatif selon laquelle il n'y a pas lieu d'ouvrir de crédit supplémentaire pour cette rubrique ne soulève pas d'objection de la part des membres de la Commission.

Annuaire des droits de l'homme

23. M. DE SEYNES (Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales) signale que le Comité consultatif se réfère (A/3066, par. 13) au personnel du service d'édition qui s'occupe de l'*Annuaire*. Or, ce personnel se compose à l'heure actuelle d'un seul et unique fonctionnaire, qui ne pourra effectuer tous les travaux supplémentaires envisagés sans l'assistance que prévoit le Secrétaire général.

24. Le PRÉSIDENT constate que la recommandation du Comité consultatif selon laquelle il n'y a pas lieu d'ouvrir de crédit supplémentaire pour cette rubrique ne soulève pas d'objection de la part des membres de la Commission.

Etudes portant sur des questions démographiques

25. Répondant à une question de M. MERROW (Etats-Unis d'Amérique), M. AGHNIDES (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires) signale qu'il s'est entretenu avec le représentant du Secrétaire général au sujet de la somme de travail qui sera effectivement accomplie en 1956; cet échange de vues a confirmé son impression première qu'il était possible de ramener à 10.000 dollars le crédit demandé.

Par 44 voix contre zéro, avec une abstention, la recommandation du Comité consultatif tendant à ouvrir, au chapitre 13, un crédit de 10.000 dollars est approuvée en première lecture.

Convention supplémentaire relative à l'esclavage; Bulletin des stupéfiants; Convention sur la poursuite à l'étranger des actions alimentaires

26. M. TURNER (Contrôleur) rappelle que les crédits ouverts au chapitre 25 ne seront peut-être pas suffisants pour couvrir toutes les nouvelles dépenses d'impression. Le Secrétaire général fera néanmoins tout ce qu'il lui est possible de faire dans ce domaine; en tout état de cause, la recommandation du Comité consultatif (A/3066, par. 16) semble avoir été rédigée de manière à laisser au Secrétaire général, le cas échéant, la possibilité de demander l'ouverture d'un crédit supplémentaire en 1956.

27. M. AGHNIDES (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires) accepte cette interprétation; le Comité a fait sa recommandation en tenant compte de la faible importance des frais d'impression à ces trois rubriques.

28. Le PRÉSIDENT constate que la recommandation du Comité consultatif selon laquelle il n'y a pas lieu d'ouvrir de crédit supplémentaire pour ces rubriques ne soulève pas d'objection de la part des membres de la Commission.

Fonctions consultatives en matière de service social

29. M. KEENLEYSIDE (Directeur général de l'Administration de l'assistance technique) ne voudrait pas que l'une des opinions exprimées par le Comité consultatif (A/3066, par. 18) soit mal interprétée: de l'avis du Comité consultatif, les crédits affectés aux différents programmes techniques ne doivent pas être plus élevés que les sommes qu'il est possible de dépenser utilement durant l'exercice pour des projets conçus rationnellement. Or, en formulant ses propositions (A/C.5/628, par. 21), le Secrétaire général a tenu compte de deux éléments: d'une part, la Commission des questions sociales et le Conseil économique et social ont recommandé une augmentation importante des crédits ouverts pour les services consultatifs en matière sociale et, d'autre part, cette augmentation doit être effectuée dans le cadre des possibilités actuelles du budget de l'Organisation des Nations Unies en vue de permettre à l'Administration de l'assistance technique de répondre aux demandes légitimes des gouvernements. L'augmentation de 231.500 dollars demandée par le Secrétaire général reste modeste; elle ne suffira même pas, en effet, à satisfaire toutes les demandes reçues à ce jour, qui exigeraient l'ouverture d'un crédit de 1.338.000 dollars au moins. Ces demandes ont été toutes examinées, et elles sont toutes raisonnables et justifiées.

30. M. Keenleyside précise à l'intention du représentant du Chili que même si la Commission adopte les propositions du Secrétaire général, il manquera encore quelque 340.000 dollars pour exécuter le programme au

complet; si elle adopte la recommandation du Comité consultatif, il manquera alors 420.000 dollars, et il faudra abandonner huit projets supplémentaires.

31. M. KHALAF (Irak) regrette de ne pouvoir accepter la recommandation du Comité consultatif. La majorité des Etats Membres de l'Organisation sont des pays sous-développés et ont besoin de recevoir une assistance considérable dans tous les domaines. Or, comme la délégation irakienne l'a souligné au cours de la discussion générale, les crédits alloués à l'Administration de l'assistance technique sont nettement insuffisants. L'Irak est donc en faveur des propositions du Secrétaire général.

32. M. ALVARADO (Venezuela) est du même avis. Il propose formellement d'ouvrir les crédits demandés par le Secrétaire général.

33. M. AGEDE (Ethiopie), M. CALDERON PUIG (Mexique), M. ANIS (Égypte), M. NATANAGARA (Indonésie), M. VENKATARAMAN (Inde), M. BREWER (Libéria), M. GREZ (Chili) et M. DIPP GOMEZ (République Dominicaine) appuient la proposition du représentant du Venezuela.

34. M. CLOUGH (Royaume-Uni) doute fortement que les circonstances justifient l'augmentation des crédits prévus à ce titre. Le Conseil économique et social a recommandé dans sa résolution 585 G (XX) une augmentation "dans le cadre des possibilités actuelles du budget de l'Organisation des Nations Unies". Or, le budget définitif de 1956 sera bien supérieur à celui de 1955. Le représentant du Royaume-Uni reconnaît la grande utilité des fonctions consultatives en matière de service social, mais le montant des crédits ouverts à la présente session est tel que l'on ne peut plus se permettre d'augmenter les crédits alloués à l'assistance technique. Il signale que les fonds accordés au Programme élargi sont plus importants qu'en 1955, et qu'il est probable que l'on augmentera les sommes consacrées sur ces fonds aux fonctions consultatives en matière de service social. La délégation du Royaume-Uni pour toutes ces raisons n'est donc pas en mesure de voter pour une augmentation quelconque de ces crédits.

35. M. CUTTS (Australie) s'associe aux observations du représentant du Royaume-Uni.

36. M. AGHNIDES (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires) signale qu'il faut lire la deuxième phrase du paragraphe 18 du rapport du Comité consultatif en tenant compte de la première phrase de ce même paragraphe et de la dernière phrase du paragraphe précédent. En parlant de projets conçus rationnellement, le Comité consultatif n'a pas voulu formuler une critique à l'encontre de l'Administration de l'assistance technique, aux travaux de laquelle il attache une grande valeur.

37. M. KEENLEYSIDE (Directeur général de l'Administration de l'assistance technique) précise, à l'intention du représentant du Royaume-Uni, que les fonds alloués au Programme élargi sont utilisés presque exclusivement pour des travaux économiques. Quelques programmes sociaux sont exécutés dans le cadre du Programme élargi, mais les projets pour lesquels le Secrétaire général demande des crédits n'appartiennent pas à cette catégorie.

38. M. MERROW (Etats-Unis d'Amérique) juge fondés les arguments qui ont été formulés pour ou contre l'augmentation demandée par le Secrétaire général. Il votera en faveur de la recommandation du Comité consultatif, qui lui semble un compromis suffisant pour l'année 1956.

39. Le PRESIDENT met aux voix la proposition Venezuela tendant à ouvrir un crédit supplémentaire 231.500 dollars au chapitre 28 pour les fonctions consultatives en matière de service social, ce qui portera à 1 million de dollars le crédit demandé pour l'année.

A la demande du représentant de l'Irak, il a été cédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par l'Iran, dont le nom est sorti par le Président.

Votent pour: Iran, Irak, Israël, Libéria, Pays-Bas, Norvège, Pakistan, Pérou, Philippines saoudite, Syrie, Venezuela, Yémen, Yémen, Afghanistan, Argentine, Brésil, Birmanie, Costa-Rica, Danemark, République Dominicaine, Egypte, Salvador, Ethiopie, Grèce, Haïti, Inde, Indonésie.

Votent contre: Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique, Italie.

S'abstiennent: Nouvelle-Zélande, Pologne, Suède, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Belgique, République socialiste soviétique de Biélorussie, Canada, Tchécoslovaquie, France.

Par 33 voix contre 3, avec 10 abstentions, la proposition du Venezuela est adoptée.

40. M. CUTTS (Australie) regrette que la proposition ait été mise aux voix de cette manière. Si elle avait été présentée sous la forme d'un amendement à la recommandation du Comité consultatif, sa délégation aurait été à même, en votant contre cet amendement, de se prononcer pour la recommandation du Comité consultatif.

41. M. MERROW (Etats-Unis d'Amérique) s'associe aux regrets exprimés par le représentant de l'Australie.

Assistance technique dans le domaine des droits de l'homme

Par 36 voix contre zéro, avec 7 abstentions, la recommandation du Comité consultatif (A/3066, par. 20) tendant à limiter à 50.000 dollars le crédit à ouvrir, au nouveau chapitre 28a, pour les programmes d'assistance technique dans le domaine des droits de l'homme est approuvée en première lecture.

PRÉVISIONS SUPPLÉMENTAIRES RELATIVES AUX ÉTUDES ÉCONOMIQUES DANS LE MOYEN-ORIENT (A/3075, A/C.5/646)

42. M. ANIS (Égypte) rappelle qu'à la 524ème séance, il a indiqué qu'étant donné son effectif actuel, le Bureau du Moyen-Orient de la Direction des affaires économiques n'était pas en mesure de procéder à une étude approfondie de l'économie du Moyen-Orient. Le Bureau ne comprend en effet que quatre administrateurs. Dans ces conditions, la délégation égyptienne propose d'en doubler l'effectif et d'ouvrir à cette fin un crédit supplémentaire de 24.000 dollars pour l'exercice 1956.

43. M. DE SEYNES (Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales) comprend les raisons qui motivent la proposition de l'Égypte. Il ne fait pas de doute que le Secrétariat n'a pas pu entreprendre dans le Moyen-Orient les mêmes études, recherches et analyses économiques que dans d'autres régions. Cela s'explique par l'absence de contacts entre le Secrétariat et les experts économiques du Moyen-Orient ainsi que par l'impossibilité de se procurer par correspondance tous les

renseignements indispensables. Si la Commission adopte la proposition égyptienne, il faudra majorer le crédit demandé du montant des frais de déplacements indispensables.

44. Le Secrétariat a présenté lui-même une proposition (A/C.5/646) un peu différente. Il est difficile d'engager des économistes dans les pays du Moyen-Orient. Il serait préférable d'entrer en rapport avec les pays de la région et de mettre au point un programme de travail qui serait présenté au Conseil économique et social. Après l'adoption de ce programme de travail, le Secrétariat pourrait augmenter l'effectif du Bureau du Moyen-Orient. Pour assurer les contacts préliminaires, le Secrétariat enverrait un petit nombre de fonctionnaires et il ferait aussi appel aux services de consultants, experts économiques renommés du Moyen-Orient dont les vues seraient utiles. La proposition du Secrétariat, par les incidences financières qu'elle entraîne, est assez modeste. Si l'on diminue de 10.000 dollars le montant des crédits supplémentaires, comme le propose le Comité consultatif (A/3075), il faudra sérieusement limiter l'expérience envisagée.

45. M. ASHA (Syrie) fait observer que la Commission est saisie de deux propositions complètement distinctes. D'une part, le Secrétaire général propose d'envoyer dans le Moyen-Orient, pour quelques mois, un petit nombre de fonctionnaires de la Direction des affaires économiques, en les chargeant de rassembler la documentation nécessaire et d'établir les contacts indispensables dans les divers pays de la région en vue de la préparation du supplément au *Rapport sur l'économie mondiale* qui concerne le Moyen-Orient. Pour cette étude, le Secrétaire général demande un crédit supplémentaire de 25.000 dollars que la délégation syrienne votera sans hésitation. D'autre part, la délégation égyptienne propose de doubler l'effectif du Bureau du Moyen-Orient. Le représentant de la Syrie se demande, à ce propos, si, au cours de l'élaboration du budget de 1957, le Secrétaire général ne pourrait pas envisager de transférer quelques postes à ce bureau.

46. M. LIVERAN (Israël) rappelle qu'à la précédente séance la Commission a décidé de renvoyer à la prochaine session toute décision sur la réorganisation du Secrétariat. C'est pourquoi il ne se prononcera que sur la proposition du Secrétaire général et sur la recommandation du Comité consultatif, et sur la seule question dont la Commission soit saisie, à savoir l'envoi d'un certain nombre d'experts, tels que des statisticiens, chargés de rassembler la documentation pour le supplément relatif au Moyen-Orient du *Rapport sur l'économie mondiale*. Il doit être parfaitement entendu que ce sera là le seul objet de la mission de ces experts.

47. Comme le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales a dit que les fonctionnaires envoyés dans le Moyen-Orient entreraient également en contact avec les divers gouvernements de la région pour choisir des personnes qualifiées qui seraient ultérieurement engagées, la délégation israélienne présume que ces fonctionnaires se rendront naturellement dans tous les pays de la région afin que l'Organisation puisse faire appel aux services d'experts éminents provenant de tout le Moyen-Orient.

48. A ces conditions, M. Liveran votera la recommandation du Comité consultatif.

49. M. RISHTYA (Afghanistan) approuve entièrement les observations du représentant de l'Egypte touchant l'insuffisance de l'effectif du Bureau du Moyen-Orient.

50. M. GANEM (France) fait observer qu'en raison de circonstances politiques que les membres de la Commission n'ignorent pas et qu'ils déplorent certainement, il n'a pas été possible de créer une commission économique pour le Moyen-Orient. Dans ces conditions, l'insuffisance des travaux de recherche et d'analyse est indéniable. C'est pourquoi la délégation française votera le crédit supplémentaire demandé par le Secrétaire général.

51. M. KHALAF (Irak) se prononce contre la recommandation du Comité consultatif et propose formellement d'augmenter de 25.000 dollars le montant des crédits demandés pour les études économiques dans le Moyen-Orient. Par ailleurs, il appuie la proposition de l'Egypte.

52. M. TSAMISSIS (Grèce) fait observer que son pays relève, géographiquement, de la Commission économique pour l'Europe mais qu'il approuve la proposition de l'Egypte et il exprime l'espoir que l'effectif du Bureau du Moyen-Orient sera augmenté.

53. M. FRIIS (Danemark), tout en comprenant les raisons qui motivent la proposition du Secrétaire général, votera la recommandation du Comité consultatif.

54. M. MERROW (Etats-Unis d'Amérique) souhaiterait avoir l'opinion du Président du Comité consultatif sur le montant des crédits nécessaires pour une étude économique sur le Moyen-Orient. Il ajoute que l'Organisation des Nations Unies dispose dans la région du Moyen-Orient d'un matériel de transport et de personnel administratif et autre, et qu'elle a également des crédits permettant de financer les frais de déplacement.

55. La délégation des Etats-Unis votera la recommandation du Comité consultatif.

56. M. AGHNIDES (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires) déclare que le projet du Secrétaire général est lié en grande partie au plan de décentralisation du Secrétariat. On ne peut donc le mettre en œuvre que progressivement. L'étude économique sur le Moyen-Orient sera faite à titre d'expérience et l'on ne saurait lui donner une grande portée sans que les Etats Membres et le Conseil économique et social aient examiné la question de plus près.

57. M. DE SEYNES (Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales) fait remarquer, à l'intention du représentant des Etats-Unis, que les crédits ouverts pour financer les frais de déplacement des fonctionnaires de l'Organisation ne se comparent pas à ceux qui sont accordés aux autres organisations internationales faisant partie de la famille des Nations Unies. D'autre part, il n'est pas possible de couvrir, par ces crédits, les frais de déplacement entraînés par l'étude sur l'économie du Moyen-Orient.

58. Cette étude n'est pas confiée seulement au personnel du Bureau du Moyen-Orient. D'autres fonctionnaires de la Direction des affaires économiques s'occupent de questions qui intéressent le Moyen-Orient. Le Secrétaire général se proposait de faire participer certains de ces fonctionnaires à l'étude économique sur le Moyen-Orient. Dans l'élaboration du budget de 1957, le Secrétaire général tiendra compte des observations du représentant de la Syrie.

59. M. VENKATARAMAN (Inde) appuie la proposition du Secrétaire général.

60. M. CLOUGH (Royaume-Uni) dit qu'à son avis la proposition égyptienne devrait être examinée attentivement par le Comité consultatif avant que la Commission ne prenne une décision. A la précédente séance, la

délégation du Royaume-Uni a précisé qu'aucune décision de principe touchant la décentralisation du Secrétariat ne devrait être prise avant que les gouvernements n'aient étudié les propositions correspondantes. Par ailleurs, le Secrétaire général peut évidemment procéder à certaines études ou enquêtes. La délégation du Royaume-Uni votera pour la recommandation du Comité consultatif, étant entendu qu'en approuvant l'enquête proposée, elle ne prend aucun engagement touchant la position que son gouvernement pourrait adopter à la prochaine session sur la question de l'organisation du service intéressé.

INCIDENCES FINANCIERES DU PROJET DE RESOLUTION PROPOSEE PAR LA DEUXIEME COMMISSION AU SUJET DU POINT 24, a, DE L'ORDRE DU JOUR*

61. Le PRESIDENT donne lecture d'une lettre du Président de l'Assemblée générale communiquant au

* Développement économique des pays sous-développés:

- a) Question de la création d'un fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique: rapport soumis en application de la résolution 822 (IX) du 11 décembre 1954.

Président de la Cinquième Commission le texte du projet de résolution adopté par la Deuxième Commission et portant création d'un Fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique (A/3065, par. 15).

62. M. TURNER (Contrôleur) précise que le Secrétaire général a fait savoir à la Deuxième Commission (A/C.2/L.272/Add.1) que les incidences financières du projet de résolution s'établissaient comme suit: l'impression du rapport final du Comité *ad hoc* coûtera 3.850 dollars; les frais de traduction s'élèveront à 4.350 dollars. Il est inutile de demander un crédit supplémentaire pour 1956. Par contre, dans le budget de 1957, le Secrétaire général tiendra compte du premier chiffre mentionné, étant entendu que les frais de traduction pourront être couverts par le budget ordinaire.

63. Le PRESIDENT propose d'adresser au Président de l'Assemblée générale une lettre dans laquelle il exposera les renseignements donnés par le Contrôleur.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 13 h. 10.